Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du BP Éducateur Canin, veuillez visiter :
bpeducateurcanin.fr/annales-sujets-et-corriges

BREVET PROFESSIONNEL

ÉDUCATEUR CANIN

SESSION 2026

ÉVALUATION DE LA CAPACITÉ C3 : ASSURER LE FONCTIONNEMENT DE L'ENTREPRISE

oefficient national propre à une épreuve intitulée Gestion administrative et financière

Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.

Composition de l'épreuve	Support
PARTIE 1 : Analyse juridique d'un différend contractuel (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 2 : Diagnostic managérial et stratégique (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 3 : Analyse économique et gestion financière (6 points)	Dossier Questionnement
DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES (DT 1, DT 2, DT 3)	Fourni avec le sujet
DOCUMENTS RÉPONSES (DR 1) : À RENDRE AVEC LA COPIE	Fin de sujet

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé. L'usage de calculatrice sans mémoire, « type collège », est autorisé.

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.
Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

LES DOCUMENTS RÉPONSES SITUÉS EN FIN DE DOSSIER SONT À COMPLÉTER ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE.

DOSSIER SUJET

MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET CONSIGNES GÉNÉRALES : SARL CANIDÉE, CENTRE D'ÉDUCATION CANINE SITUÉ À ANGERS (MAINE-ET-LOIRE)

Le présent sujet porte sur des compétences mobilisées pour assurer le fonctionnement d'une entreprise d'éducation canine. Le BP Éducateur canin est organisé en unités capitalisables et les textes nationaux ne définissent pas d'épreuve écrite autonome intitulée « Gestion administrative et financière », ni de coefficient national associé à cet intitulé. Le barème de ce sujet est établi sur 20 points pour apprécier des éléments de la capacité C3, notamment le suivi administratif et budgétaire de l'entreprise.

La SARL Canidée propose des séances individuelles, des cours collectifs et des forfaits d'accompagnement des propriétaires. Elle emploie trois salariés et se positionne sur un accompagnement personnalisé, avec des séances en centre et à domicile. Sa gérante vous demande d'analyser un litige contractuel avec un prestataire, la situation stratégique de l'entreprise et ses prévisions financières pour 2026. Tous les montants du dossier sont exprimés hors taxes. Les données relatives à l'entreprise sont fictives et sont fournies exclusivement pour les besoins du sujet.

Répondez de façon structurée en vous appuyant sur les documents techniques. Pour l'analyse juridique, distinguez la qualification des faits, le problème de droit, la règle applicable et la solution motivée.

PARTIE 1 : Analyse juridique d'un différend contractuel (7 points)

Qualification juridique et raisonnement par syllogisme

La SARL Canidée a conclu avec la société Terrain & Chiens un contrat annuel de mise à disposition d'un terrain d'éducation, chaque samedi matin, pour un montant annuel de 6 000 €. Après avoir encaissé le paiement annuel, Terrain & Chiens annonce qu'elle ne pourra plus mettre le terrain à disposition pendant huit samedis consécutifs. Elle invoque une décision de gestion interne et refuse de restituer la part du prix correspondant à ces dates. Le contrat fourni à Canidée prévoit l'accès au terrain chaque samedi matin, mais ne comporte pas de clause autorisant le prestataire à supprimer unilatéralement des dates pour convenance interne. La gérante souhaite connaître les fondements juridiques et les démarches envisageables. Utilisez les documents DT 1 et DT 2.

1.1 (1,5 point) Qualifiez juridiquement les parties, le contrat et les faits à l'origine du différend. Formulez ensuite le problème de droit sous la forme d'une question.

1.2 (2,5 points) Présentez les règles de droit applicables à partir du DT 1. Expliquez les obligations contractuelles des parties et les principales sanctions qu'un créancier peut envisager en cas d'inexécution.

1.3 (3 points) Résolvez le cas par syllogisme juridique : confrontez les règles aux faits, indiquez les demandes que Canidée peut adresser à Terrain & Chiens et proposez une démarche graduée. Expliquez en quoi l'arrêt présenté au DT 2 éclaire le principe de bonne foi, sans assimiler automatiquement les deux situations.

PARTIE 2 : Diagnostic managérial et stratégique (7 points)

Analyse de l'environnement, diagnostic interne et préconisations

La gérante envisage de réorganiser l'activité de Canidée. Le centre souhaite développer ses cours collectifs et ses forfaits de suivi, tout en conservant les séances individuelles. La hausse du coût de location des terrains et des frais de déplacement fragilise les marges. La concurrence locale comprend des éducateurs indépendants et des clubs associatifs. La gérante envisage aussi de proposer davantage de séances à domicile et de réserver un créneau hebdomadaire à des ateliers de prévention. Appuyez-vous sur le contexte, le DT 3 et vos connaissances en management.

Éléments de l'environnement de Canidée à analyser

Dimension	Élément de contexte
Politique et réglementaire	Respect des obligations applicables à l'activité et évolution possible des règles encadrant les chiens et les lieux d'accueil.
Économique	Hausse du coût de location des terrains et des frais de déplacement ; arbitrages des ménages sur les dépenses non essentielles.
Socioculturel	Demande locale de conseils personnalisés et d'accompagnement du propriétaire dans la relation avec son chien.
Technologique	Prise de rendez-vous en ligne et communication numérique utilisées par plusieurs concurrents.
Environnemental	Déplacements liés aux séances à domicile et disponibilité variable de lieux extérieurs adaptés.
Concurrentiel	Présence d'éducateurs indépendants, de clubs associatifs et d'offres à prix d'appel.

Données de situation communiquées par la gérante pour l'analyse stratégique.

2.1 (2 points) Réalisez une analyse PESTEL de Canidée en vous appuyant sur au moins quatre dimensions du tableau. Pour chaque dimension retenue, précisez un effet possible sur l'entreprise.

2.2 (2 points) Établissez un diagnostic SWOT en distinguant les éléments internes des éléments externes. Présentez au moins deux forces, deux faiblesses, deux opportunités et deux menaces, en justifiant vos choix par le contexte ou les documents.

2.3 (1,5 point) Analysez les choix de développement envisagés par la gérante : développement des cours collectifs et des forfaits, maintien des séances individuelles, séances à domicile et ateliers de prévention. Identifiez les principaux avantages et risques de ces choix.

2.4 (1,5 point) Formulez deux préconisations managériales et commerciales cohérentes avec votre diagnostic. Pour chacune, indiquez l'objectif poursuivi et un indicateur simple permettant d'en suivre les effets.

PARTIE 3 : Analyse économique et gestion financière (6 points)

Marges, seuil de rentabilité et position commerciale

La gérante vous transmet les données comptables simplifiées de 2025 et les prévisions pour 2026 figurant au DT 3. Pour les calculs, assimilez les charges variables à des charges proportionnelles au nombre de prestations. Le prix moyen hors taxes d'une prestation est supposé identique en 2025 et en 2026. Présentez les formules, les calculs et les unités. Arrondissez les prestations au nombre entier supérieur lorsque vous calculez un seuil exprimé en nombre de prestations.

3.1 (1 point) Calculez, pour 2025, le chiffre d'affaires, le coût variable unitaire et la marge sur coût variable unitaire. Vérifiez le résultat d'exploitation à partir des données fournies.

3.2 (1,5 point) À partir des hypothèses 2026, calculez la marge sur coût variable unitaire, le seuil de rentabilité en nombre de prestations et le chiffre d'affaires correspondant au seuil de rentabilité. Utilisez la formule $\text{Seuil de rentabilité en prestations} = \frac{\text{charges fixes}}{\text{marge sur coût variable unitaire}}$.

3.3 (1 point) Calculez le résultat prévisionnel 2026 pour 2 200 prestations. L'activité prévue permet-elle d'atteindre le seuil de rentabilité ? Justifiez par un calcul.

3.4 (1 point) Calculez la part de marché de Canidée en 2026 à partir du nombre prévisionnel de prestations et de la demande totale estimée sur le marché local. Présentez le résultat en pourcentage.

3.5 (1,5 point) À partir de vos résultats, formulez une conclusion de gestion comportant une mesure prioritaire pour améliorer l'équilibre financier. Expliquez l'effet attendu de cette mesure sur le seuil de rentabilité ou sur le résultat, sans supposer que le prix ou le volume peut évoluer sans limite.

DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

DT 1 : EXTRAITS DU CODE CIVIL RELATIFS AU CONTRAT ET À SON INEXÉCUTION

Article 1103 du Code civil : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. »

Article 1104 du Code civil : « Les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi. Cette disposition est d'ordre public. »

Article 1217 du Code civil : en cas d'inexécution ou d'exécution imparfaite, la partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté peut notamment refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation, poursuivre l'exécution forcée en nature, obtenir une réduction du prix, provoquer la résolution du contrat ou demander réparation des conséquences de l'inexécution. Les sanctions compatibles peuvent être cumulées et des dommages et intérêts peuvent s'y ajouter.

Article 1231-1 du Code civil : le débiteur peut être condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts à raison de l'inexécution de l'obligation ou du retard dans l'exécution, sauf s'il justifie que l'exécution a été empêchée par la force majeure.

Source : Code civil, version en vigueur consultable sur Légifrance. Les extraits ci-dessus sont fournis pour l'analyse du cas. La qualification de force majeure doit être appréciée au regard des conditions légales et des circonstances établies ; une décision de gestion interne ne suffit pas, à elle seule, à la caractériser.

DT 2 : JURISPRUDENCE RELATIVE À L'EXIGENCE DE BONNE FOI DANS L'EXÉCUTION D'UN CONTRAT

Cour de cassation, chambre commerciale, 3 novembre 1992, pourvoi n° 90-18.547, société Huard.

Visa : article 1134, alinéa 3, de l'ancien Code civil, devenu notamment l'article 1104 du Code civil pour l'exigence de bonne foi dans l'exécution des contrats.

Éléments du litige : un distributeur reprochait à son fournisseur de ne pas lui avoir permis de pratiquer des prix concurrentiels dans le cadre de leur relation contractuelle. La Cour de cassation a censuré la décision qui n'avait pas tiré les conséquences de la situation soumise à son examen.

Portée de l'arrêt, synthèse de l'attendu de principe et de la motivation : l'exécution de bonne foi oblige les parties à ne pas se comporter de manière à priver leur partenaire de l'intérêt attendu du contrat. Dans l'affaire jugée, les juges devaient tenir compte du fait que le fournisseur n'avait pas mis son distributeur en mesure de pratiquer des prix concurrentiels. Ce résumé expose la portée de la décision et ne constitue pas une reproduction littérale intégrale de l'arrêt.

Application au sujet : l'arrêt rappelle l'importance de la bonne foi dans l'exécution d'une relation contractuelle. Il ne décide pas directement du litige entre Canidée et Terrain & Chiens, qui doit être résolu au regard du contrat conclu et des faits communiqués. Référence consultable sur Légifrance.

DT 3 : TABLEAU DE BORD COMPTABLE ET COMMERCIAL DE LA SARL CANIDÉE

Les données ci-dessous sont établies par la gérante à partir de la comptabilité simplifiée de l'entreprise et d'une estimation du marché local. Les charges fixes comprennent notamment les salaires et cotisations, l'assurance, les frais administratifs et les charges de structure. Les charges variables comprennent principalement les coûts directement liés aux prestations. L'estimation de marché porte sur le nombre annuel de prestations comparables dans la zone de chalandise.

Données comptables et prévisions commerciales

Indicateur	Exercice 2025	Prévision 2026
Nombre de prestations	2 400	2 200
Prix moyen par prestation	75 €	75 €
Chiffre d'affaires	180 000 €	À calculer
Charges variables totales	54 000 €	52 800 €
Charges fixes	108 000 €	120 000 €
Résultat d'exploitation	18 000 €	À calculer
Demande annuelle estimée sur le marché local	9 600 prestations	10 000 prestations
Capacité annuelle maximale estimée de Canidée	2 500 prestations	2 500 prestations

Montants en euros hors taxes ; données de gestion communiquées par l'entreprise.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 1 : Grille de raisonnement juridique et tableau de calculs à rendre avec la copie

À RENDRE AVEC LA COPIE

Complétez les rubriques et les cases marquées « ... ». Les calculs doivent être accompagnés des unités et des étapes utiles. Vous pouvez joindre une feuille supplémentaire si nécessaire.

Grille d'analyse de la situation juridique

Étape du syllogisme juridique	Réponse du candidat
Qualification juridique des faits et des parties	.....
Problème de droit	.....
Règle de droit applicable	.....
Application de la règle aux faits	.....
Solution motivée et démarche proposée	.....

À compléter pour la question 1.3.

Tableau de calculs de gestion

Indicateur	Formule ou démarche	Résultat
Coût variable unitaire 2025	.....	.....
Marge sur coût variable unitaire 2025	.....	.....
Résultat d'exploitation 2025 vérifié	.....	.....
Marge sur coût variable unitaire 2026	.....	.....
Seuil de rentabilité 2026 en prestations	.....	.....
Chiffre d'affaires au seuil de rentabilité 2026	.....	.....
Résultat prévisionnel 2026 pour 2 200 prestations	.....	.....
Part de marché prévisionnelle 2026	.....	.....

À compléter pour les questions 3.1 à 3.4. Indiquer les formules et les unités.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.